

Disette

## Phytoprotecteurs: ces petits pays revenus du paradis de l'agriculture bio

*Par Emmanuelle Ducros*

Des expériences de passage total en culture bio ont été menées dans plusieurs petits Etats, au Sri Lanka, au Sikkim, au Bhoutan. A chaque fois, les effets pervers ont fait échouer les tentatives

**Les faits -**

**Alors que plusieurs candidats à l'élection présidentielle française proposent une fin radicale et instantanée des usages de phytoprotecteurs agricoles et des engrais (Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon, Anne Hidalgo...), il convient d'observer les tentatives qui ont déjà eu lieu en Asie. Elles se sont toutes traduites par un drame social et une dépendance alimentaire accrue. Les gouvernements ont dû faire machine-arrière. Généraliser les pratiques en Europe se heurterait au même écueil.**

Lorsque le Sri Lanka avait annoncé, en avril 2021, sa volonté de devenir le premier état 100 % bio du monde, la décision avait été applaudie par les écologistes occidentaux. Quel courage de se libérer du joug des producteurs de pesticides ! Le pays avait interdit, radicalement, leur importations et celle d'engrais chimiques. « Les inconvénients à court terme seront compensés par les avantages à long terme », avait promis le président de la droite singhalaise Rajapakse, affirmant aux 7 millions d'agriculteurs de l'île, qui compte 21 millions d'habitants, que des intrants biologiques seraient fournis par l'Etat.

Les producteurs de thé – une des principales ressources de l'île, qui en exporte pour 1,25 milliard de dollars par an – ont alerté en premier : « Si nous passons au tout biologique, nous perdrons 50 % de la récolte, mais les prix à l'export, eux, n'augmenteront pas de 50 % ». Soucis de riches propriétaires terriens ? Non : l'effondrement de l'économie du thé a mis 3 millions de cultivateurs en difficulté. Et que dire de la chute des récoltes de riz, base de l'alimentation, de poivre et de cannelle, alors que le pays épuisait ses derniers stocks d'engrais ? Un désastre.

« Les paysans, désespérés, ont cessé de cultiver un tiers des terres du pays, sachant qu'ils ne récolteraient rien sans protection des plantes », explique [Gil Rivière-Wekstein, auteur, en 2011, de l'ouvrage Bio Fausses promesses et vrai](#)

marketing. Six mois plus tard, machine arrière. L'Etat d'urgence alimentaire avait été déclaré fin août, sur fond d'épidémie, de chute du tourisme – donc d'entrée des devises – et des récoltes. Fin octobre, les importations d'intrants ont été autorisées de nouveau. Mais on peut concevoir que la situation géopolitique et la crise économique y sont pour quelque chose et faussent l'analyse.

**Expériences.** «L'expérience sri-lankaise n'est pourtant pas la première, souligne Gil Kressmann, économiste, membre de l'Académie d'agriculture de France et auteur de l'essai *Quel avenir pour l'Agriculture et l'alimentation bio*, paru chez Fondapol fin 2021. Avant cela, il y a eu une expérience plus longue et mieux préparée dans l'Etat indien du Sikkim, sur les contreforts de l'Himalaya et une autre au Bhoutan voisin. Deux échecs. »

Au Sikkim, petit Etat de 600 000 habitants, qui accueille de nombreux touristes, le processus a débuté en 2013 pour parvenir à une agriculture sans intrants en 2018. Les produits phytosanitaires et les engrais ont été interdits. Les rendements se sont effondrés : dans une autre note de la Fondapol, *L'Agriculture bio et l'Environnement*, Bernard Le Buanec explique qu'ils sont, en bio, inférieurs de 20 à 30 % sur les cultures protéagineuses et de 50 % sur les céréales, chiffres corroborés par l'Académie d'agriculture.

« Les habitants se sont retrouvés face à une nourriture locale inabordable compte tenu de leur pouvoir d'achat, explique Gil Kressmann. Seuls les touristes pouvaient se l'offrir. Le déficit alimentaire s'est creusé, les importations de nourriture ont flambé tandis que le Sikkim exportait ses surplus bio. Il a même fallu créer une agence pour cela. Le gouvernement a fini par interdire les importations alimentaires. » Et c'est un marché noir qui s'est développé avant que l'expérience prenne fin. Intenable.

Le Bhoutan voisin, 770 000 habitants, avait déjà envisagé dès 2012 de devenir le premier Etat bio au monde. L'objectif était fixé à 2020. Non tenu, il a été repoussé à 2035. Le pouvoir a dû le reconnaître : atteindre l'autosuffisance alimentaire tout en maintenant des systèmes agricoles biologiques est impossible. Le pays importe 45 % à 50 % de ses besoins en riz.

**Maquettes.** « Ces expériences sont des maquettes de ce qui se passerait en Europe dans des situations similaires, détaille Gil Kressmann. Le bio total ne peut pas fonctionner dans une économie ouverte. Cela crée des pénuries alimentaires, exclut les plus modestes et crée une dépendance qui affaiblit encore les systèmes de culture locaux. »